



**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ETABLIE POUR L'ELABORATION
D'UN PLAN DE GESTION DIFFERENCIE ET ECOLOGIQUE DES ESPACES VERTS SUR LA
COMMUNE DE LE VAL D'HAZEY**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Commande publique;

VU la délibération de la commune de Le Val d'Hazey en date du 9 Décembre 2025 ;

VU la délibération de la Communauté d'agglomération Seine-Eure en date du 27 février 2025 ;

Entre la communauté d'agglomération Seine-Eure, représentée par son Président, Monsieur Bernard LEROY

D'UNE PART,

et la commune de Le Val d'Hazey, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COLLAS,

D'AUTRE PART,

Après avoir exposé ce qui suit :

Dans le cadre de son action en faveur des milieux naturels, la Communauté d'agglomération a souhaité identifier la trame verte, bleue et noire sur son territoire par une cartographie des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Cet état des lieux a permis d'identifier des discontinuités et obstacles ainsi que les sites sur lesquels il convient d'agir en priorité pour restaurer les discontinuités écologiques au sein du territoire.

Dans un second temps, un plan d'action en faveur de la biodiversité a été défini pour une durée de 5 ans afin, d'une part, de préserver et gérer les réservoirs et biodiversité et, d'autre part, de rétablir les continuités écologiques en restaurant les corridors.

Le diagnostic a ainsi mis en évidence une forte proportion de surface artificialisées auxquelles étaient associés de nombreux espaces verts. Néanmoins, la biodiversité ne s'exprimait pas de façon optimale; notamment en raison d'une gestion trop intensive des espaces verts.

Suite à ce constat, une action en faveur de ces espaces a été définie au travers de l'action B12 du plan d'action « renforcer la gestion différenciée sur les espaces publics par le biais de plans d'actions ». En effet dans le cadre de leur compétence, la Communauté d'agglomération et les communes sont gestionnaires de nombreux espaces publics : bords de route, espaces verts des zones d'activités, bassins d'eau pluviale, station d'épuration, etc., pour lesquels une gestion plus ou moins intensive est mise en œuvre.

Dès lors, pour optimiser les moyens techniques, financiers et humains, les parties ont souhaité recourir aux modalités de délégation de maîtrise d'ouvrage

Cette convention doit préciser les conditions d'organisation de cette délégation et en fixer le terme. Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'une délégation de maîtrise d'ouvrage pour les études relatives à l'élaboration d'un plan de gestion différenciée et écologique des espaces verts publics sur le territoire de la Communauté d'agglomération Seine-Eure.

Le périmètre d'étude est annexé à la présente convention.

Afin de faciliter la coordination du projet, d'un commun accord, les deux parties désignent la Communauté d'agglomération Seine-Eure comme maître d'ouvrage unique pour cette phase d'étude.

En application de ces dispositions, la commune de Le Val d'Hazey décide de déléguer temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la communauté d'agglomération pour la phase d'étude, la communauté d'agglomération acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

La phase suivante d'entretien des espaces verts de la commune est exclue du champ de la présente convention.

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA MISSION DU MAITRE D'OUVRAGE DESIGNE

La Communauté d'agglomération Seine-Eure, maître d'ouvrage désigné, assure l'ensemble des prérogatives de la maîtrise d'ouvrage pour la phase étude.

Dans le cadre de la phase étude, La Communauté d'agglomération s'engage à :

- Engager une consultation en vue de désigner le cabinet d'étude en charge de l'élaboration du plan de gestion, et le cas échéant accompagner la commune dans la définition du périmètre de l'étude ;
- Conclure et signer le ou les marchés correspondants ;
- S'assurer de la bonne exécution du ou des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- Assurer la validation des différentes phases de l'étude, en lien avec la commune de Le Val d'Hazey dans le cadre du comité de pilotage mis en place par l'article 3.
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entreprises et prestataires intervenant dans l'opération.
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

ARTICLE 3 – ASSOCIATION DE LA COMMUNE DE LE VAL D'HAZEY

La Communauté d'agglomération met en place un comité de pilotage qui associera la commune de Le Val d'Hazey. La commune désignera un élu et un technicien pour la représentée lors des comités.

Outre les réunions de ce comité de pilotage, la Communauté d'agglomération tient régulièrement informée la commune de Le Val d'Hazey de l'évolution de l'étude.

ARTICLE 4 – LANCEMENT ET DELAI DE REALISATION DES ETUDES

La Communauté d'agglomération prescrit le commencement des études par un ordre de service dont copie est adressée à la commune de Le Val d'Hazey.

Les études sont programmées à titre prévisionnel à compter du mois d'avril 2025 et pour une durée prévisionnelle de 12 mois.

ARTICLE 5 – RECEPTION DES ETUDES

Une fois les études terminées, il est procédé à leur réception conjointe par la Communauté d'agglomération et la commune de Le Val d'Hazey. La Communauté d'agglomération s'assure de la bonne prise en compte des remarques et observations formulées par la commune de Le Val d'Hazey. La Communauté d'agglomération établit la décision de réception (ou de refus) et la notifie à l'entreprise, copie en est transmise à la commune de Le Val d'Hazey.

ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION PROVISOIRE DES EMPRISES

Pendant la réalisation des études qui font l'objet de la présente convention et jusqu'à l'expiration de celle-ci, la Communauté d'agglomération et la société en charge de l'étude sont autorisées, en tant que de besoin, à occuper les emprises du domaine public nécessaires à la bonne organisation de l'opération et ce à titre gratuit, conformément à l'article L2125-1 du Code de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DES INFORMATIONS

Pendant toute la phase d'études, la commune de Le Val d'Hazey s'engage à mettre gratuitement à disposition de La Communauté d'agglomération et de l'équipe du bureau d'étude l'ensemble des documents et informations nécessaires au projet.

ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES

8.1 - Rémunération du maître d'ouvrage désigné

La maîtrise d'ouvrage assurée par la Communauté d'agglomération est exercée à titre gratuit.

8.2 – Partage du coût des études

Les parties considèrent qu'il existe, dans cet aménagement, des opérations qui sont propres à la Communauté d'agglomération et des opérations qui sont propres à la commune de Le Val d'Hazey.

Le coût prévisionnel des études est estimé à 13 060,59 € toutes taxes comprises (10 883,82 € HT). La Communauté d'agglomération assure le préfinancement de l'ensemble des études et la gestion des diverses garanties, frais de contentieux éventuels compris. A la fin de l'opération, après réception des études, la Communauté d'agglomération Seine-Eure demande à la commune de Le Val d'Hazey le remboursement des sommes qu'elle a avancé.

De plus, la Communauté d'agglomération souhaite renforcer la gestion différenciée sur les différents espaces publics de son territoire. Elle a donc décidé d'un accompagnement financier des communes qui souhaitent s'engager dans la démarche. Il est donc prévu que la Communauté d'agglomération prendra 80% du coût du plan de gestion à sa charge. L'Agglomération Seine-Eure ne demandera donc le remboursement que des 20% du coût du plan à la commune de Le Val d'Hazey, soit 2 612,12 € toutes taxes comprises (2 176,76 € HT).

Le coût éventuel du suivi d'un litige est supporté à moitié par chaque partie.

Pour obtenir le paiement des sommes, la Communauté d'agglomération émet un titre de recettes accompagné du bilan financier définitif de fin d'opération.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉS

La communauté d'agglomération Seine-Eure assume les responsabilités de maître d'ouvrage jusqu'à la remise complète de l'étude.

Une fois l'étude remise, la commune de Le Val d'Hazey reprend pour son compte les droits et obligations du maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis

des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période des études.

ARTICLE 11 - MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée qu'avec l'accord des deux parties, lequel sera formalisé par le biais d'un avenant à la convention. En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par la présente convention, l'une des parties peut prononcer la résiliation unilatérale de la présente convention après une mise en demeure de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE 12 – RESOLUTION DES LITIGES

Les parties s'engagent, avant toute saisine d'un tribunal, à rechercher une voie amiable aux litiges qui pourraient résulter de la mise en œuvre de la présente convention. Elles s'engagent, à ce titre, à faire appel à un médiateur dans les conditions posées par les articles L 213-1 et suivants du Code de la justice administrative. En cas d'échec de la médiation, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Rouen.

ARTICLE 13 – PRISE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature. Elle prend fin à la date de réception de l'ensemble des études et lorsque les règlements financiers auront été soldés.

Fait à Louviers, Le

Pour la Communauté d'agglomération Seine-Eure

Pour la commune de Le Val d'Hazey

Le Président,

Le Maire,